

Lumière crue sur François Hollande, le Président qui faisait surveiller tout le monde ; Ce que dépensent vraiment les candidats pour leur campagne ; Chaussures et costumes, tous ceux qui s'en sont fait offrir ; Europe, bientôt la fin ?



Et aussi : la grande déprime des Français ; les gabegies des institutions européennes ; l'inspirateur des réformes Schröder donne son avis sur Emmanuel Macron.

Avec Anita
Hausser

Valeur sûre pour la vente des magazines : l'immobilier est en couverture de l'Obs", et Uber, côté face, côté pile, fait la une de Challenges. A moins d'un mois du premier tour de la présidentielle, l'Express aborde le sujet via Internet, et le Point rêve (toujours) de réformes qui permettraient de "ressusciter la France. Le magazine s'inspire des exemples canadiens suédois, allemand, pour dire aux Français que "c'est possible". Le mag interviewe longuement Henri de Castrès, l'inspirateur du programme économique (sévère) de François Fillon. L'ancien patron d'Axa s'en prend au passage aux propositions d'Emmanuel Macron, "des réformes qui ne sont ni suffisantes, ni cohérentes, ni crédibles". Le candidat d'En Marche trouve en revanche en la personne de Peter Harz, l'inspirateur des réformes Schröder qui font le succès de l'Allemagne d'aujourd'hui : "il faut faire les réformes en début de période législative. Il faut profiter de l'élan des élections. Il ne faut pas attendre. Les Français ne sont pas incapables de faire des réformes. Votre pays fourmille de bonnes idées et d'initiatives brillantes. Maintenant il est temps d'appliquer ces idées quelqu'un doit se coller à la tâche. Je pense qu'Emmanuel Macron serait capable de le faire. "Mais, prend il soin de préciser: " je ne veux pas m'ingérer dans la campagne française".

François Hollande, un homme très bien renseigné

Alors que l'Obs raconte comment François Hollande est en train de "peaufiner son image pour l'avenir", que le Point croit savoir qu'il s'installera dans les bureaux de la rue de Lille, occupés jusqu'à une période récente par Jacques Chirac, Valeurs Actuelles se penche sur "les Dossiers Noirs de l'Elysée". Avec une photo noir et blanc de François Hollande en train de consulter son portable, le mag s'appuie sur un livre qui paraît ces jours-ci "Bienvenue Place Beauvau, Police: les secrets inavouables d'un quinquennat" (ed. Robert Laffont), qui va "éclabousser comme jamais la présidence de François Hollande". L'ouvrage écrit par trois journalistes, dont deux appartiennent à la rédaction du Canard Enchaîné, raconte "comment François Hollande a tenté d'utiliser le ministère de l'Intérieur et ses outils de surveillance et de collecte d'informations pour servir sans succès un intérêt politique : sa réélection. " V.A. rappelle qu'il avait "révélé l'existence d'un cabinet noir à l'Elysée" ce qui avait démenti à l'époque. Pour le mag "ce livre prouve et même aggrave- si les informations sont confirmées-les charges contre l'Elysée. Une cellule aux ramifications profondes, dans les plus hautes sphères de l'Etat, a été mise en place par François Hollande. Objectif : "empêcher par tous les moyens que Nicolas Sarkozy puisse se présenter

à l'élection présidentielle.

Sans surprise, François Fillon est depuis le début de sa campagne sous le feu nourri du même système qui ne veut pas de candidat de droite à la présidentielle. Qu'il s'appelle Sarkozy ou Fillon". Extraits : Seize mois après avoir quitté l'Elysée, Nicolas Sarkozy est placé sur écoute. Pendant un an la police judiciaire a espionné ses conversations. Une première dans les annales de la 5e République...En 2017, cinq ans après sa défaite électorale, ce ne sont pas moins de treize affaires judiciaires qui empoisonnent Nicolas Sarkozy ou son entourage. Au point que les sarkozystes, prompts à s'afficher en victimes". On se perd un peu dans les récits des nominations de grands flics des postes ultra sensibles...Mais l'Express qui a également les bonnes feuilles du livre, nous livre un autre aspect de ce quinquennat marqué par "un bras de fer entre le président de la République et Manuel Valls "dont on n'imaginait pas la dureté". Ainsi, écrivent les auteurs "une fois à Matignon, les réseaux police que Manuel Valls avait tissés en deux ans se sont vite détricotés. Comme si une main invisible avait joué des ciseaux pour couper les bons fils au bon endroit. Privé de ses réseaux police, Manuel Valls, qui se voyait déjà marcher dans les pas de Clémenceau, son modèle historique, n'est plus qu'un tigre de papier." Les auteurs font le portrait de celui qui est devenu "l'autre espion du président" Bernard Bajolet, le coordonnateur du Renseignement, qui siège à l'Elysée.

Europe : la protection d'un escargot en Irlande

Ce n'est pas une extrême onction. Mais un bien triste anniversaire, auquel le pape s'est invité comme pour ranimer un malade" écrit Challenges en cette veille du 60e anniversaire de la signature du Traité de Rome," par lequel l'Europe unie est née". Une Europe en bien mauvais état, au point que l'Express affirme que "Oui, la fin de l'Union est possible". Pourquoi ? "Dans le tréfonds des sociétés européennes, la colère gronde contre les élites, les grands partis traditionnels, le multiculturalisme...l'UE fait les frais de ce mouvement de défiance politiques et identitaire". Sans compter ceux qui voudraient encore affaiblir davantage cette Europe malade, à savoir Donald Trump d'un côté, et Vladimir Poutine de l'autre "Trump veut-il détruire l'Europe?", questionne l'Obs. "Donald Trump n'aime pas l'Union Européenne. Des diplomates ont remarqué qu'il ne prononçait presque jamais son nom. Vendredi 17 mars, lors de sa première rencontre (glaciale) avec Angela Merkel à Washington, le président américain s'est contenté de mentionner devant la presse les "institutions historiques". Pour lui l'UE n'est qu'un machin bureaucratique. Il rappelle à qui veut l'entendre qu'il a eu une très mauvaise expérience avec l'Europe. Une histoire de golf qu'il a construit en bord de mer, en Irlande. C'est en s'appuyant sur des réglementations européennes que des écologistes l'ont empêché, au nom de la protection d'un escargot et de dunes, de construire un mur le long de la cote". Plus sérieusement, poursuit le mag "les européens s'interrogent sur ses intentions réelles. Ils savent parfaitement à quoi s'en tenir avec son éminence grise. Steve Bannon, son conseiller stratégique qui, d'après l'ex-Premier ministre belge Guy Verhofstadt, "exprime en réalité l'espoir d'une désintégration de l'Europe lorsqu'il affirme qu'il souhaite des relations bilatérales avec les états membres". Et Donald Trump a préféré sur le sujet, prendre conseil auprès de l'europhobe britannique Nigel Farage, plutôt que d'interroger l'ambassadeur américain en poste à Bruxelles au moment de son élection.

Que pourrait faire Trump pour saper l'Union Européenne? Semer la discorde. Premier angle d'attaque, le Brexit". (Trump n'a-t-il pas demandé quel est le prochain pays qui pourrait quitter l'Union?). Mais "pour diviser les européens, Trump compte surtout sur le levier commercial. Il menace d'affaiblir l'Europe par de nouvelles taxes sur les importations, tout en approchant chaque pays individuellement..."Les Européens ne restent pas bras ballants ;l'Express rappelle que lors d'un mini sommet à Versailles, la Chancelière Merkel, François Hollande, Mariano Rajoy, le chef du gouvernement espagnol et son collègue italien Paolo Gentiloni ont choisi l'Europe à plusieurs vitesses", un des solutions préconisées par Jean-Claude Juncker, le président de la Commission de Bruxelles. Mais "il reviendra à Paris et à Berlin de donner, le cas échéant, une impulsion décisive". Les deux pays sont pour l'heure en campagne électorale. Dans le mag, Le prix Nobel d'économie Jean Tirole tire la sonnette d'alarme contre une sortie de l'Europe, mais reconnaît "que les gouvernements n'ont pas assez porté d'attention aux dégâts de la globalisation sur une partie de leurs citoyens et que "ce sont les défis anxigènes qui font voter populiste". Pour lui "le retour au franc se solderait par une perte de pouvoir d'achat de 2000 euros par an et par ménage dans l'hypothèse d'une dévaluation de 20% ", plus globalement "un défaut de paiement de notre pays, plombé par la dette.

Mais ce n'est pas le livre que publie notre confrère Jean Quatremer "Les salauds de l'Europe"(Ed.Calmann Lévy) qui va réconcilier les citoyens européens avec leurs institutions. Le Point publie les bonnes feuilles de l'ouvrage de ce spécialiste en poste à Bruxelles. Pour lui "la commission a désormais autant d'âme qu'une salle de marché d'une banque d'affaires de la City... et "ce sont les équilibres politiques qui déterminent ceux qui vont obtenir un blanc-seing ou être renvoyés chez eux, plutôt que leurs compétences réelles. Résultat, la Commission est en grande partie composée de tocards grasement payés (25.000 euros par mois, plus 41.000 euros de frais d'installation, plus 900 euros par mois par enfant, plus des indemnités diverses ...) .

Chaussures et costumes de luxe...

Avec un tel traitement, le Commissaire européen Pierre Moscovici n'aura plus besoin de se faire offrir un costume chez Arnys. Vos mags reviennent (- un pu) sur l'affaire des costumes de François Fillon en rappelant qu'il n'est pas le premier politique à avoir goûté aux cadeaux vestimentaires. L'Obs écrit que Roland Dumas (ancien ministre des Affaires étrangères), "restera toujours associé aux précieuses chaussures Berlutti (à 5800 la paire aujourd'hui) qu'il s'était fait offrir par Christine Deviers-Joncour, et qui furent le symbole de l'affaire Elf. Paris Match, raconte que Jacques Chirac et François Mitterrand se sont fait offrir "le même manteau en cachemire bleu marine", par leur ami commun le général de Bénouville "ami d'enfance de François Mitterrand depuis leur scolarité au collège Saint-Paul à Angoulême ; puis devenu député RPR de Paris", et conseiller municipal de la capitale, il était devenu très proche du Maire de Paris. Par ailleurs précise le mag, c'est André Rousselet, "qui avait fortune dans le privé", le directeur de cabinet du Président, qui offrit le premier costume sur mesure au nouveau chef de l'Etat en mai 81.

La grande déprime des Français

Quelle sera la réaction électorale des Français dont le niveau de vie baisse ? Vos hebdomadaires s'inquiètent. Marianne note que face aux

scandales, " il existe une autre France, bien réelle celle-là, qui contemple avec effroi ce spectacle de la concussion en famille, de la corruption entre amis, de la collusion élitaire. Il fut un temps, pas si lointain, où les gouvernants célébraient "la France d'en bas" avec un brin de condescendance. On ne peut plus se contenter de lui passer la main dans le dos. Il faut l'écouter. "

Paris-Match déplore que l'ascenseur social soit en panne. Sur la couverture, où s'affichent le Prince William et son épouse Kate, le mag annonce un reportage sur la France des "déclassés". Des portraits d'habitants de cinq communes situées aux quatre coins du pays où les gens vivent moins bien que leurs parents, ou lorsqu'ils ont démarré dans la vie. Marianne se penche sur l'inquiétude des Français face à l'insécurité et note qu'ils sont de plus en plus nombreux à s'inscrire dans des clubs de tir ...

Des campagnes low cost ?

Comment Internet influence l'élection ... et surtout comment de fausses informations se répandent sur le net .L'Express a recensé les faux clichés et les articles tronqués sur les réseaux qui cherchent à plomber les candidats aux élections. Alain Juppé, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon Emmanuel Macron, tous en sont victimes. Tous ne réagissent pas de la même façon. Les stratégies numériques sont au coeur des campagnes. Mais aussi le nerf de la guerre, l'argent. Marianne déplore que "l'argent pourrit comme jamais la campagne" et l'Express a enquêté sur les dépenses des candidats "trois ans après le scandale Bygmalion qui avait révélé les dérives financières de la campagne de Nicolas Sarkozy". Le mag a décortiqué les prix des loyers des QG de campagne, ceux des meetings, et ceux des tracts et affiches qui n'ont pas encore été supplantés par le numérique. Pour tenir les budgets, qui tournent tous autour de 8 à 9 millions d'euros, "il faut planifier les dépenses au cordeau. Le cauchemar des trésoriers? Le meeting monté en urgence (le péché mignon de Nicolas Sarkozy en 2012...) où les prestataires techniques vous font payer trois fois le prix normal" . La leçon a semble-t-il, été retenue.